

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Césaire

Code géographique : 55023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Micheline Quilès , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Césaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-13 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Ville de Saint-Césaire

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saint-Césaire et du partenariat auquel elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Fondement de l'opinion avec réserves

Au 31 décembre 2013, la Ville de Saint-Césaire a comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière un montant de 1 502 736\$ relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées par emprunts, pour lesquelles le gouvernement ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement. Cette situation constitue une dérogation aux recommandations du nouveau chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, qui prévoit la comptabilisation des subventions uniquement lorsqu'elles sont autorisées par le cédant. À cet effet, l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01), entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice en cours et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Si les subventions à recevoir pour lesquelles le gouvernement du Québec ne dispose pas de crédits budgétaires votés par le Parlement n'avaient pas été

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

comptabilisées, l'excédent (le déficit) de l'exercice aurait été diminué de 1 448 886\$, les actifs financiers auraient été diminués de 1 448 886\$ et l'excédent (le déficit) accumulé aurait été diminué de 1 448 886\$ au 31 décembre 2013. Il est à noter que cette situation n'entraîne aucune incidence sur l'excédent (déficit) à des fins fiscales.

De plus, la direction de la Ville de Saint-Césaire n'a pas déterminé la valeur comptable nette des immobilisations qui ont été détruites lors d'un incendie survenu le 4 novembre 2013 et le montant de l'indemnisation à recevoir. Par conséquent, la Ville n'a pas établi le montant qui aurait dû être considéré dans la détermination du montant de la perte ou gain sur cession involontaire d'immobilisations à inscrire à l'état consolidé des résultats et, en contrepartie, le montant à inscrire comme réduction des actifs non financiers et augmentation des actifs financiers, à l'état consolidé de la situation financière. A cet effet, les états financiers consolidés dérogent aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Opinion avec réserves

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans les paragraphes de fondement de l'opinion avec réserves, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Césaire et du partenariat auquel elle participe au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Saint-Césaire inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2014-05-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 234 275	6 763 857	6 839 148			6 839 148
Compensations tenant lieu de taxes	2	149 082	164 015	148 671			148 671
Quotes-parts	3					288 102	21 073
Transferts	4	347 967	380 048	590 859			590 859
Services rendus	5	1 259 614	1 721 272	2 288 281			2 288 281
Imposition de droits	6	230 809	156 850	264 616			264 616
Amendes et pénalités	7	241 594	230 000	306 084			306 084
Intérêts	8	133 929	94 303	128 588			128 588
Autres revenus	9	42 792	9 000	163 494		1 605	165 099
	10	8 640 062	9 519 345	10 729 741		289 707	10 752 419
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 095 864		235 446			235 446
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 095 864		235 446			235 446
	18	9 735 926	9 519 345	10 965 187		289 707	10 987 865
Charges							
Administration générale	19	1 329 337	1 310 546	1 465 942	30 899		1 496 841
Sécurité publique	20	1 068 940	1 259 791	1 525 990	56 886		1 582 876
Transport	21	976 655	1 122 516	1 018 896	348 248		1 367 144
Hygiène du milieu	22	1 169 866	1 264 263	1 249 385	600 557	365 816	1 948 729
Santé et bien-être	23	58 245	62 227	59 168			59 168
Aménagement, urbanisme et développement	24	301 797	341 448	275 458	2 184		277 642
Loisirs et culture	25	1 689 808	2 316 496	3 248 428	227 811		3 476 239
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	235 698	244 588	255 776		288	256 064
Amortissement des immobilisations	28	1 198 065		1 266 585	(1 266 585)		
	29	8 028 411	7 921 875	10 365 628		366 104	10 464 703
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 707 515	1 597 470	599 559		(76 397)	523 162

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 707 515		1 597 470	599 559	(76 397)	523 162
Moins: revenus d'investissement	2	(1 095 864)	()	()	(235 446)	()	(235 446)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	611 651		1 597 470	364 113	(76 397)	287 716
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	1 198 065			1 266 585	136 896	1 403 481
Produit de cession	5	9 375			59 600		59 600
(Gain) perte sur cession	6	(5 813)			(25 553)		(25 553)
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	1 201 627			1 300 632	136 896	1 437 528
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(644 050)	(441 600)	(441 600)	()	()	(441 600)
	18	(644 050)	(441 600)	(441 600)			(441 600)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(332 706)	(1 721 265)	(1 510 834)	(60 577)	()	(1 571 411)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		560 027	35 000			35 000
Excédent de fonctionnement affecté	21		5 368	560 027			560 027
Réserves financières et fonds réservés	22	(109 482)		(111 936)			(111 936)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(442 188)	(1 155 870)	(1 027 743)	(60 577)		(1 088 320)
	26	115 389	(1 597 470)	(168 711)	76 319		(92 392)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	727 040			195 402	(78)	195 324

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	1 095 864			235 446	235 446
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	17 474 )	(	20 000 )	(	13 279)
Sécurité publique	3 (	85 730 )	(	34 100 )	(	33 990)
Transport	4 (	1 528 669 )	(	1 277 275 )	(	1 380 495)
Hygiène du milieu	5 (	1 866 176 )	(	25 890 )	(	254 054)
Santé et bien-être	6 ()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	764 )	(	)	(	2 305)
Loisirs et culture	8 (	107 167 )	(	364 000 )	(	656 774)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()
	10 (	3 605 980 )	(	1 721 265 )	(	2 340 897)
					(	60 577)
					(	2 401 474)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 ()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 ()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13				1 818 638	1 818 638
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	332 706	1 721 265		1 510 834	60 577
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15				357 032	357 032
Excédent de fonctionnement affecté	16				42 950	42 950
Réserves financières et fonds réservés	17	91 468			155 731	155 731
	18	424 174	1 721 265		2 066 547	60 577
	19	(3 181 806)			1 544 288	1 544 288
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	(2 085 942)			1 779 734	1 779 734

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 707 515	1 597 470	599 559	(76 397)	523 162
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	3 605 980 ) (	1 721 265 ) (	2 340 897 ) (	60 577 ) (	2 401 474)
Produit de cession	3	9 375		59 600		59 600
Amortissement	4	1 198 065		1 266 585	136 896	1 403 481
(Gain) perte sur cession	5	(5 813)		(25 553)		(25 553)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(2 404 353)	(1 721 265)	(1 040 265)	76 319	(963 946)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	817		(4 366)	38	(4 328)
Variation des autres actifs non financiers	10	(32 227)		36 684	143	36 827
	11	(31 410)		32 318	181	32 499
	12	(728 248)	(123 795)	(408 388)	103	(408 285)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(728 248)	(123 795)	(408 388)	103	(408 285)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(2 706 883)		(3 435 131)	26 275	(3 408 856)
Redressement aux exercices antérieurs	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(2 706 883)		(3 435 131)	26 275	(3 408 856)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(3 435 131)		(3 843 519)	26 378	(3 817 141)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	827 413	614 382	35 449	649 831
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	3 416 498	3 715 848	5 320	3 721 168
Prêts (note 6)	4	35 595	35 595		35 595
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	4 279 506	4 365 825	40 769	4 406 594
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 245 000	150 158		150 158
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 182 468	1 117 160	14 391	1 131 551
Revenus reportés (note 12)	13	22 066	145 853		145 853
Dette à long terme (note 13)	14	5 265 103	6 796 173		6 796 173
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	7 714 637	8 209 344	14 391	8 223 735
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(3 435 131)	(3 843 519)	26 378	(3 817 141)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	31 224 537	32 264 801	3 503 746	35 768 547
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	24 976	29 342	789	30 131
Autres actifs non financiers (note 17)	21	48 281	11 597	5 992	17 589
	22	31 297 794	32 305 740	3 510 527	35 816 267
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 347 933	1 086 150	33 159	1 119 309
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 076 359	500 609		500 609
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26	(1 774 162)	(297)		(297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	27 212 533	26 875 759	3 503 746	30 379 505
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	27 862 663	28 462 221	3 536 905	31 999 126

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 707 515	599 559	(76 397)	523 162
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 198 065	1 266 585	136 896	1 403 481
Autres					
- Gain sur cession d'immo	3	(5 812)	(25 553)		(25 553)
- Écart	4			(2)	(2)
	5	2 899 768	1 840 591	60 497	1 901 088
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(548 999)	(299 350)	(249)	(299 599)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	514 534	(65 308)	(32 005)	(97 313)
Revenus reportés	9	(10 440)	123 787		123 787
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	817	(4 366)	38	(4 328)
Autres actifs non financiers	13	(32 228)	36 683	144	36 827
	14	2 823 452	1 632 037	28 425	1 660 462
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(3 605 980)	(2 340 897)	(60 577)	(2 401 474)
Produit de cession	16	9 375	59 600		59 600
	17	(3 596 605)	(2 281 297)	(60 577)	(2 341 874)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		2 185 000		2 185 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(816 900)	(622 300)	()	(622 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 245 000	(1 094 842)		(1 094 842)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 415	(31 630)		(31 630)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	444 515	436 228		436 228
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(328 638)	(213 032)	(32 152)	(245 184)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 156 051	827 413	67 601	895 014
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	827 413	614 381	35 449	649 830

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	1 758 860	2 201 128	2 303 925		2 303 925
Charges sociales	2	317 217	398 509	393 224		393 224
Biens et services	3	3 348 611	3 834 362	4 931 267	228 920	4 893 158
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	216 384	244 588	221 803		221 803
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	19 314		33 973	288	34 261
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	955 266	718 806	969 833		969 833
Autres	10					
Autres organismes	11	119 526	3 757	134 493		134 493
Amortissement des immobilisations	12	1 198 065		1 266 585	136 896	1 403 481
Autres						
- Autres	13	95 168	520 725	110 525		110 525
-	14					
-	15					
	16	8 028 411	7 921 875	10 365 628	366 104	10 464 703

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	6 763 857	6 839 148	6 234 275
Compensations tenant lieu de taxes	2	164 015	148 671	149 082
Quotes-parts	3		21 073	18 269
Transferts	4	380 048	826 305	1 443 831
Services rendus	5	1 721 272	2 288 281	1 259 614
Imposition de droits	6	156 850	264 616	230 809
Amendes et pénalités	7	230 000	306 084	241 594
Intérêts	8	94 303	128 588	133 929
Autres revenus	9	9 000	165 099	44 368
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	9 519 345	10 987 865	9 755 771
Charges				
Administration générale	12	1 310 546	1 496 841	1 363 163
Sécurité publique	13	1 259 791	1 582 876	1 123 780
Transport	14	1 122 516	1 367 144	1 291 597
Hygiène du milieu	15	1 264 263	1 948 729	1 882 524
Santé et bien-être	16	62 227	59 168	58 245
Aménagement, urbanisme et développement	17	341 448	277 642	310 516
Loisirs et culture	18	2 316 496	3 476 239	1 892 947
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	244 588	256 064	235 972
	21	7 921 875	10 464 703	8 158 744
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 597 470	523 162	1 597 027
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		31 475 964	29 878 937
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		31 475 964	29 878 937
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		31 999 126	31 475 964

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 597 470	523 162	1 597 027
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	2 401 474 ) (	3 634 522)
Produit de cession	3		59 600	9 375
Amortissement	4		1 403 481	1 332 017
(Gain) perte sur cession	5		(25 553)	(5 813)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(963 946)	(2 298 943)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(4 328)	1 303
Variation des autres actifs non financiers	10		36 827	(32 289)
	11		32 499	(30 986)
	12	1 597 470	(408 285)	(732 902)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 597 470	(408 285)	(732 902)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 408 856)	(2 675 954)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 408 856)	(2 675 954)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(3 817 141)	(3 408 856)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	649 831	895 014
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	3 721 168	3 421 568
Prêts (note 6)	4	35 595	35 595
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	4 406 594	4 352 177
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	150 158	1 245 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 131 551	1 228 864
Revenus reportés (note 12)	13	145 853	22 066
Dette à long terme (note 13)	14	6 796 173	5 265 103
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	8 223 735	7 761 033
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(3 817 141)	(3 408 856)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	35 768 547	34 804 600
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	30 131	25 804
Autres actifs non financiers (note 17)	21	17 589	54 416
	22	35 816 267	34 884 820
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	31 999 126	31 475 964

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	523 162	1 597 027
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 403 481	1 332 017
Autres			
- Gain cession d'immobilisations	3	(25 553)	(5 812)
- Écart	4	(2)	
	5	1 901 088	2 923 232
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(299 599)	(549 519)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(97 313)	529 770
Revenus reportés	9	123 787	(10 440)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(4 328)	1 303
Autres actifs non financiers	13	36 827	(32 289)
	14	1 660 462	2 862 057
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 401 474)	(3 634 522)
Produit de cession	16	59 600	9 375
	17	(2 341 874)	(3 625 147)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	2 185 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(622 300)	(816 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 094 842)	1 245 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(31 630)	16 415
Autres			
-	27		
-	28		
	29	436 228	444 515
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(245 184)	(318 575)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	895 014	1 213 589
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	649 830	895 014

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges du partenariat dans la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux usées de Rougemont/Saint-Césaire auquel elle participe dans une proportion de 49,4 %. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes qui suivent:

INFRASTRUCTURES :

HYGIÈNE DU MILIEU :

Conduites d'égouts	40 ans
Conduites d'aqueduc	40 ans
Purification et traitement de l'eau	40 ans

TRANSPORT :

Chemins, trottoirs, rues et routes	40 ans
Système d'éclairage de rues	20 ans
Surfaçage d'origine ou resurfaçage majeur	15 ans
Aménagement de parcs publics, terrains de stationnement	20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Autres infrastructures 20 ans

BÂTIMENTS :

Édifices administratifs, communautaires et récréatifs 40 ans
Atelier, garage et entrepôt 40 ans

VÉHICULES :

Automobiles 5 ans
Véhicules lourds 10 ans
Autres véhicules moteurs 10 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS :

Machinerie lourde 20 ans
Unité mobile 20 ans
Autres 10 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU :

Équipement informatique 5 ans
Équipement téléphonique 10 ans
Ameublement et équipement de bureau 10 ans
Autres 10 ans

AUTRES :

Oeuvres d'art et trésors historiques 1 an
Autres sans objet

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables**Paiements de transfert**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire. La Ville interprète que les représentants du gouvernement sont habilités à négocier et à conclure des contrats valides, de sorte que les paiements de transfert sont considérés comme étant autorisés aux fins de l'application de cette nouvelle norme lorsqu'une décision a été prise par le gouvernement de sorte qu'il n'a plus d'autre option réaliste que d'effectuer le transfert.

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés et la situation financière consolidée de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	299 880	185 711
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	533 190	520 331
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 196 772	2 179 601
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	240 622	105 481
Organismes municipaux	8	43 776	11 750
Autres			
- Intérêts à recevoir	9	5 198	7 268
- Comptes clients, mutations, etc	10	701 610	597 137
	11	3 721 168	3 421 568
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 419 462	1 233 800
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 419 462	1 233 800
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	37 567	41 856
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	19 047	19 047
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Autres	19	16 548	16 548
-	20		
	21	35 595	35 595
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	36 713
Régimes de retraite des élus municipaux	32	42 183
	33	36 713
	33	42 183

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
La Ville bénéficie d'une marge de crédit pour un montant autorisé de 2 290 780\$ portant intérêt au taux préférentiel (3 %) et renouvelable au cours du prochain exercice.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	480 421	549 203
Salaires et avantages sociaux	38	102 039	132 226
Dépôts et retenues de garantie	39	246 916	264 466
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	215 034	210 946
- Intérêts à payer	43	57 547	45 160
- Gouvernement du Québec	44	21 629	19 043
- Charges à payer	45	7 965	7 820
-	46		
	47	1 131 551	1 228 864

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	718	174
Transferts	49		
Autres			
- CARRA	50	2 172	7 100
- Publicités, Abon. Golf, etc...	51	142 963	14 792
	52	145 853	22 066

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,40	2025	2033	53	6 844 100	5 281 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	6 844 100	5 281 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(47 927)	(16 297)
					63	6 796 173	5 265 103

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2013</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	730 400	80	89	97	730 400
2015	65	73	755 000	81	90	98	755 000
2016	66	74	661 100	82	91	99	661 100
2017	67	75	545 100	83	92	100	545 100
2018	68	76	562 800	84	93	101	562 800
2019 et +	69	77	3 589 700	85	94	102	3 589 700
	70	78	6 844 100	86	95	103	6 844 100
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	6 844 100	88	96	105	6 844 100

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(3 817 141)	(3 408 856)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(3 817 141)	(3 408 856)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	4 290 418	138	232 863	165	(1 686 198)	192	6 209 479
Eaux usées	111	11 293 065	139		166		193	11 293 065
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	14 771 384	140		167		194	14 771 384
Autres	113	10 589 462	141	106 985	168		195	10 696 447
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 950 950	143	382 249	170		197	4 333 199
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 195 956	145	23 645	172		199	1 219 601
Ameublement et équipement de bureau	118	700 858	146	20 799	173		200	721 657
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 811 545	147	289 723	174	222 442	201	2 878 826
Terrains	120	616 700	148		175		202	616 700
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>50 220 338</u>	150	<u>1 056 264</u>	177	<u>(1 463 756)</u>	204	<u>52 740 358</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 704 471</u>	151	<u>1 345 210</u>	178	<u>1 704 471</u>	205	<u>1 345 210</u>
	124	<u>51 924 809</u>	152	<u>2 401 474</u>	179	<u>240 715</u>	206	<u>54 085 568</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	904 906	153	216 183	180		207	1 121 089
Eaux usées	126	2 822 647	154	282 347	181		208	3 104 994
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	4 387 696	155	382 545	182		209	4 770 241
Autres	128	3 798 245	156	170 041	183		210	3 968 286
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 716 440	158	96 076	185		212	1 812 516
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	847 768	160	84 782	187		214	932 550
Ameublement et équipement de bureau	133	625 783	161	24 397	188		215	650 180
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 016 724	162	147 110	189	206 669	216	1 957 165
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>17 120 209</u>	164	<u>1 403 481</u>	191	<u>206 669</u>	218	<u>18 317 021</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>34 804 600</u>					219	<u>35 768 547</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	17 589	18 113
Frais reportés			
- Autres	237		36 303
-	238		
	239	17 589	54 416

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, d'entretien et autres engagement échéant en 2016, à verser une somme totale de 348 399\$ durant cette période.

Office municipal d'habitation de la Ville de Saint-Césaire

L'Office municipal d'habitation de la Ville de Saint-Césaire, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'un emprunt à long terme maximum de 90 000\$ pour la Maison des Jeunes des Quatre Lieux. Le solde de cet emprunt s'élève à 52 613\$ au 31 décembre 2013.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rouville. Au 31 décembre 2013, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 8 602\$.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par le partenariat auquel elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Risques environnementaux

Les activités de la Ville et du partenariat sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, à la connaissance de ses dirigeants, la Ville et le partenariat fonctionnent en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

24. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 550 000\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 119 309	1 381 171
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	500 609	1 076 359
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	() ()	() ()
Financement des investissements en cours	(297)	(1 774 162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30 379 505	30 792 596
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	31 999 126	31 475 964

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Surplus ancienne Paroisse	8	4 206	4 206
- Assainissement des eaux	9	167 819	145 616
- Budget 2013	10		560 027
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	172 025	709 849

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	219 137	263 835
Fonds parcs et terrains de jeux	29	30 089	30 089
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	25 312	25 312
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	39 471	33 602
Financement des activités de fonctionnement	33	14 575	13 672
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	328 584	366 510
	39	500 609	1 076 359

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	()
	52 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 (297) (1 774 162)	(1 774 162)
	55 (297)	(1 774 162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 35 768 547	34 804 600
Propriétés destinées à la revente	57	
Prêts	58 35 595	35 595
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 35 804 142	34 840 195
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 6 796 173	5 265 103
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 47 927	16 297
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (1 419 462) (1 233 800)	(1 233 800)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 5 424 638	4 047 600
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 (1)	(1)
	68 5 424 637	4 047 599
	69 30 379 505	30 792 596

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	58 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre à ses employés un régime de retraite sous forme de REER collectif où l'employeur cotise un montant équivalent à la cotisation de l'employé jusqu'à un maximum de 5% du salaire régulier de l'employé.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	36 713	42 183

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

S.O.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dettes à long terme	1	6 844 100
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	297
---------------------------------------	---	-----

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	39 471
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	1 419 462
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 385 464
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	5 385 464
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	8 602
---------------------------------	----	-------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	5 394 066
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 394 066
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2013	2013	2013	2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 629 206	4 657 890	3 909 037
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	632 494	387 461	596 432
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 261 700	5 045 351	4 505 469
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	532 195	632 660	575 730
Égout	11	349 720	350 907	334 954
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	523 076	528 310	520 991
Autres				
-Vidange des fosses	14	40 466	34 564	32 038
-Vidange des fosses	15	56 700		34 435
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18		247 356	230 658
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 502 157	1 793 797	1 728 806
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 502 157	1 793 797	1 728 806
	26	6 763 857	6 839 148	6 234 275

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	21 467	20 036	21 202
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	129 209	114 588	116 044
	35	150 676	134 624	137 246
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	150 676	134 624	137 246
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	4 433	5 141	4 644
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	4 433	5 141	4 644
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	8 906	8 906	7 192
	47	8 906	8 906	7 192
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	164 015	148 671	149 082

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			792
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	5 248	19 417	20 405
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66		174 884	174 884
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	50 000	48 347	45 409
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	55 248	242 648	66 606

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	235 446	235 446	1 095 864
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	235 446	235 446	1 095 864

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133	324 800		
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135		340 698	281 361
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		7 513	
	138	324 800	348 211	281 361
TOTAL DES TRANSFERTS	139	380 048	826 305	1 443 831

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	1 548	1 548	
Sécurité incendie	145	5 865	10 407	17 498
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	5 865	11 955	17 498
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	3 560	3 145	3 046
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	3 560	3 145	3 046
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	9 425	15 100	20 544

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	153 810	173 922	146 830
Sécurité publique	183	2 000	6 852	3 619
Transport				
Réseau routier	184	7 673	18 395	14 064
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	47 700	92 171	58 201
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	26 884	29 812	30 284
Loisirs et culture	193	1 473 780	1 952 029	986 072
Réseau d'électricité	194			
	195	1 711 847	2 273 181	1 239 070
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 721 272	2 288 281	1 259 614
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	15 000	17 825	19 695
Droits de mutation immobilière	198	135 000	235 124	206 107
Droits sur les carrières et sablières	199	6 500	11 437	4 807
Autres	200	350	230	200
	201	156 850	264 616	230 809
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	230 000	306 084	241 594
INTÉRÊTS	203	94 303	128 588	133 929
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		25 553	5 813
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	9 000	137 941	38 555
	211	9 000	163 494	44 368

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	96 561	85 109		85 109	85 109	95 142
Application de la loi	2	166 519	170 719		170 719	170 719	162 846
Gestion financière et administrative	3	554 345	671 543		671 543	671 543	576 099
Greffé	4	112 027	91 307		91 307	91 307	98 914
Évaluation	5	94 306	94 824		94 824	94 824	72 734
Gestion du personnel	6	30 585	49 150		49 150	49 150	40 817
Autres	7	256 203	303 290	30 899	334 189	334 189	316 611
	8	1 310 546	1 465 942	30 899	1 496 841	1 496 841	1 363 163
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	970 575	964 055	11 412	975 467	975 467	838 960
Sécurité incendie	10	288 216	264 575	45 474	310 049	310 049	252 178
Sécurité civile	11		296 842		296 842	296 842	32 236
Autres	12	1 000	518		518	518	406
	13	1 259 791	1 525 990	56 886	1 582 876	1 582 876	1 123 780
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	684 423	627 851	309 820	937 671	937 671	867 653
Enlèvement de la neige	15	296 530	258 372	19 465	277 837	277 837	276 445
Éclairage des rues	16	71 550	67 581	18 963	86 544	86 544	82 229
Circulation et stationnement	17	70 013	65 092		65 092	65 092	65 270
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 122 516	1 018 896	348 248	1 367 144	1 367 144	1 291 597

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	9 300	12 496	12 496	12 496	5 849
Réseau de distribution de l'eau potable	24	241 601	264 080	489 534	489 534	449 532
Traitement des eaux usées	25	283 582	267 029	549 376	648 163	652 943
Réseaux d'égout	26	80 704	128 088	213 344	213 344	168 222
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	376 874	376 874	376 874	376 874	369 504
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	159 530	150 805	150 805	150 805	155 305
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	72 206	15 506	15 506	15 506	46 662
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	40 466	34 507	7 500	42 007	34 507
	40	1 264 263	1 249 385	600 557	1 849 942	1 948 729
						1 882 524
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	3 757				2 985
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	58 470	59 168	59 168	59 168	55 260
	44	62 227	59 168	59 168	59 168	58 245
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	166 834	107 118	2 184	109 302	149 181
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	100 000	96 694	96 694	96 694	90 818
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	47 032	47 032	47 032	47 032	45 416
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	27 582	24 614	24 614	24 614	25 101
	52	341 448	275 458	2 184	277 642	310 516

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	12 000	12 000		12 000	12 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	474 672	524 680	41 171	565 851	507 230
Piscines, plages et ports de plaisance	55	277 623	263 493	8 754	272 247	231 531
Parcs et terrains de jeux	56	117 675	111 827	16 467	128 294	119 644
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 344 384	2 249 603	161 151	2 410 754	935 656
	60	2 226 354	3 161 603	227 543	3 389 146	1 806 061
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	69 332	66 462	268	66 730	68 604
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	20 810	20 363		20 363	18 282
	66	90 142	86 825	268	87 093	86 886
	67	2 316 496	3 248 428	227 811	3 476 239	1 892 947
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	234 588	221 803		221 803	216 384
Autres frais	70	10 000				
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		33 973		33 973	19 588
	73	244 588	255 776		255 776	235 972
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74			1 266 585	(1 266 585)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal
de la Ville de Saint-Césaire

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Saint-Césaire (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2014-05-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	6 839 148
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	6 839 148

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	6 839 148
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>6 839 148</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	390 115	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>390 115</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>6 449 033</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>584 823 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>590 744 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>587 783 750</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 449 033</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>587 783 750</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="2"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u>_____</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	182 881	182 881	
Usines de traitement de l'eau potable	2	49 982	49 982	1 852 571
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 251 250	1 345 210	1 522 195
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		4 988	4 988
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	120 000	21 629	21 629
Autres infrastructures	11	19 000	80 369	80 369
Réseau d'électricité	12			28 143
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		10 777	10 777
Édifices communautaires et récréatifs	14	169 500	371 472	371 472
Améliorations locatives	15			69 210
Véhicules				29 758
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		23 645	23 645
Ameublement et équipement de bureau	18	37 750	20 799	20 799
Machinerie, outillage et équipement divers	19	123 765	229 145	289 722
Terrains	20			94 327
Autres	21			
	22	1 721 265	2 340 897	2 401 474
				3 634 522

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		182 881	182 881
Usines de traitement de l'eau potable	24		49 982	49 982
Usines et bassins d'épuration	25			1 852 571
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		1 452 196	1 452 196
Infrastructures pour nouveau développement				1 550 338
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		655 838	716 415
	34		2 340 897	2 401 474
				3 634 522

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	5 281 400	2 185 000	622 300	6 844 100
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	5 281 400	2 185 000	622 300	6 844 100
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	33 602	5 869		39 471
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 084 863	537 769	345 901	3 276 731
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	929 135	1 275 000	95 699	2 108 436
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 047 600	1 818 638	441 600	5 424 638
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 233 800	366 362	180 700	1 419 462
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 233 800	366 362	180 700	1 419 462
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 233 800	366 362	180 700	1 419 462
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 233 800	366 362	180 700	1 419 462
	26	5 281 400	2 185 000	622 300	6 844 100
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	5 281 400	2 185 000	622 300	6 844 100

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	195	195	503
Évaluation	2			
Autres	3	24 328	23 963	43 994
Sécurité publique				
Police	4	1 332	1 332	997
Sécurité incendie	5	16 055	15 838	11 063
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		267 031	267 031
Matières résiduelles	12	532 904	523 076	522 209
Cours d'eau	13	15 506	15 506	14 624
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	40 466	34 507	34 507
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			1 908
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	47 032	47 032	45 416
Autres	21	4 882	4 882	4 769
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	36 106	36 471	34 719
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	718 806	969 833	969 833
				714 709

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	2,00	***	***	***
Cols blancs	3	10,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	40,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	24,00	2,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	83,00		***	***	***
Élus	9	7,00		69 063	5 811	74 874
	10	90,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		117 723	117 723	235 446
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16		590 859		590 859
	17		708 582	117 723	826 305

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	170 719	27		53	170 719	79		105	170 719	131
Évaluation	2	94 824	28		54	94 824	80		106	94 824	132
Autres	3	1 200 399	29	30 899	55	1 231 298	81	173 922	107	1 057 376	133
	4	1 465 942	30	30 899	56	1 496 841	82	173 922	108	1 322 919	134
Sécurité publique											
Police	5	964 055	31	11 412	57	975 467	83	1 548	109	973 919	135
Sécurité incendie	6	264 575	32	45 474	58	310 049	84	17 259	110	292 790	136
Sécurité civile	7	296 842	33		59	296 842	85		111	296 842	137
Autres	8	518	34		60	518	86		112	518	138
	9	1 525 990	35	56 886	61	1 582 876	87	18 807	113	1 564 069	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	627 851	36	309 820	62	937 671	88	18 395	114	919 276	140
Enlèvement de la neige	11	258 372	37	19 465	63	277 837	89		115	277 837	141
Autres	12	132 673	38	18 963	64	151 636	90		116	151 636	142
Transport collectif	13		39		65		91		117		143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 018 896	41	348 248	67	1 367 144	93	18 395	119	1 348 749	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	12 496	42		68	12 496	94	3 145	120	9 351	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	264 080	43	225 454	69	489 534	95		121	489 534	147
Traitement des eaux usées	18	267 029	44	282 347	70	549 376	96	92 171	122	457 205	148
Réseaux d'égout	19	128 088	45	85 256	71	213 344	97		123	213 344	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	376 874	46		72	376 874	98		124	376 874	150
Matières recyclables	21	150 805	47		73	150 805	99		125	150 805	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	15 506	49		75	15 506	101		127	15 506	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25	34 507	51	7 500	77	42 007	103		129	42 007	155
	26	1 249 385	52	600 557	78	1 849 942	104	95 316	130	1 754 626	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être													
Logement social	157		172		187		202		217				232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218				233
Autres	159	59 168	174		189	59 168	204		219		59 168		234
	160	59 168	175		190	59 168	205		220		59 168		235
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	107 118	176	2 184	191	109 302	206	29 812	221	79 490		236	
Rénovation urbaine	162	96 694	177		192	96 694	207		222	96 694		237	
Promotion et développement économique	163	47 032	178		193	47 032	208		223	47 032		238	
Autres	164	24 614	179		194	24 614	209		224	24 614		239	
	165	275 458	180	2 184	195	277 642	210	29 812	225	247 830		240	
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	3 161 603	181	227 543	196	3 389 146	211	1 940 944	226	1 448 202		241	14 729
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	66 462	182	268	197	66 730	212	4 880	227	61 850		242	
Autres	168	20 363	183		198	20 363	213	6 205	228	14 158		243	
	169	3 248 428	184	227 811	199	3 476 239	214	1 952 029	229	1 524 210		244	14 729
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230				245
	171	8 843 267	186	1 266 585	201	10 109 852	216	2 288 281	231	7 821 571		246	255 776

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 340 897	3 605 980
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 340 897	3 605 980

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 347 933	1 263 090
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 347 933	1 263 090
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	195 402	727 040
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(35 000)	
Activités d'investissement	6	(357 032)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(65 153)	(642 197)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(261 783)	84 843
Solde à la fin de l'exercice	12	1 086 150	1 347 933
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	709 849	92 964
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(25 312)
Solde redressé au début de l'exercice	15	709 849	67 652
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(560 027)	
Activités d'investissement	17	(42 950)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	65 153	642 197
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(537 824)	642 197
Solde à la fin de l'exercice	22	172 025	709 849
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	366 510	323 184
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		25 312
Solde redressé au début de l'exercice	25	366 510	348 496
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	111 936	109 482
Activités d'investissement	27	(155 731)	(91 468)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	5 869	
	30	(37 926)	18 014
Solde à la fin de l'exercice	31	328 584	366 510

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44		
	45		
	46		
Solde à la fin de l'exercice	47	()	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(1 774 162)	311 780
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(1 774 162)	311 780
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	1 779 734	(2 085 942)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(5 869)	
	55	1 773 865	(2 085 942)
Solde à la fin de l'exercice	56	(297)	(1 774 162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	27 212 533	24 164 130
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	27 212 533	24 164 130
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	(336 774)	3 048 403
Solde à la fin de l'exercice	63	26 875 759	27 212 533

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>550 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>550 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>550 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 33 602	2	3	4	5 869	6	7 39 471
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 33 602	16	17	18	5 869	19	20 21 39 471

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | □ 2 | □ 6 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 | □ 2 | □ 6 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 2 | □ 4 | □ 7 | □ 5 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 2 | □ 8 | □ 7 | □ 5 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 7 | □ 2 | □ 6 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 | □ 2 | □ 6 | □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	755 459	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1111, avenue Saint-Paul
(no) (rue)
Saint-Césaire J0L 1T0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 469-3108
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 469-5275
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@ville.saint-cesaire.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Quilès, Micheline

Téléphone (450) 469-3108
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 469-5275
(ind. rég.) (numéro)

Courriel micheline.quiles@ville.saint-cesaire.qc.

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35, rue Dufferin
(no) (rue)
Granby J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel trottier.jean-yves@rcgt.com

Responsable du dossier Jean-Yves Trottier, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Micheline Quilès , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Césaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Césaire consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Césaire détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 523 162 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,0972 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-13 15:35:56

Date de transmission au Ministère : 2014/05/13

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Césaire

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	8 640 062	9 519 345	10 729 741	289 707	10 752 419
Investissement	2	1 095 864		235 446		235 446
	3	9 735 926	9 519 345	10 965 187	289 707	10 987 865
Charges	4	8 028 411	7 921 875	10 365 628	366 104	10 464 703
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 707 515	1 597 470	599 559	(76 397)	523 162
Moins : revenus d'investissement	6	(1 095 864)	()	(235 446)	()	(235 446)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	611 651	1 597 470	364 113	(76 397)	287 716
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 198 065		1 266 585	136 896	1 403 481
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(644 050)	(441 600)	(441 600)	()	(441 600)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(332 706)	(1 721 265)	(1 510 834)	(60 577)	(1 571 411)
Excédent (déficit) accumulé	12	(109 482)	565 395	483 091		483 091
Autres éléments de conciliation	13	3 562		34 047		34 047
	14	115 389	(1 597 470)	(168 711)	76 319	(92 392)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	727 040		195 402	(78)	195 324

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	3 416 498	3 715 848	3 721 168
Autres	2	863 008	649 977	685 426
	3	4 279 506	4 365 825	4 406 594
Passifs				
Dette à long terme	4	5 265 103	6 796 173	6 796 173
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	2 449 534	1 413 171	2 495 930
	7	7 714 637	8 209 344	8 223 735
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 435 131)	(3 843 519)	(3 817 141)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	31 224 537	32 264 801	35 768 547
Autres	10	73 257	40 939	47 720
	11	31 297 794	32 305 740	35 816 267
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 347 933	1 086 150	1 119 309
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 076 359	500 609	500 609
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14	()	()	()
Financement des investissements en cours	15	(1 774 162)	(297)	(297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	27 212 533	26 875 759	30 379 505
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	27 862 663	28 462 221	31 999 126

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus ancienne Paroisse	19	4 206	4 206
- Assainissement des eaux	20	167 819	145 616
- Budget 2013	21		560 027
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	172 025	709 849
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29		
	30	172 025	709 849
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	328 584	366 510
	33	500 609	1 076 359

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement						
Taxes	1	6 234 275	6 763 857	6 839 148	6 839 148	6 839 148
Compensations tenant lieu de taxes	2	149 082	164 015	148 671	148 671	148 671
Quotes-parts	3				21 073	21 073
Transferts	4	347 967	380 048	590 859	590 859	590 859
Services rendus	5	1 259 614	1 721 272	2 288 281	2 288 281	2 288 281
Autres	6	649 124	490 153	862 782	864 387	864 387
	7	8 640 062	9 519 345	10 729 741	10 752 419	10 752 419
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	1 095 864		235 446	235 446	235 446
Autres	11					
	12	1 095 864		235 446	235 446	235 446
	13	9 735 926	9 519 345	10 965 187	10 987 865	10 987 865

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	94 306	94 824		94 824	72 734
Autres	2	1 216 240	1 371 118	30 899	1 402 017	1 290 429
Sécurité publique						
Police	3	970 575	964 055	11 412	975 467	838 960
Sécurité incendie	4	288 216	264 575	45 474	310 049	252 178
Autres	5	1 000	297 360		297 360	32 642
Transport						
Réseau routier	6	1 122 516	1 018 896	348 248	1 367 144	1 291 597
Transport collectif	7					
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	615 187	671 693	593 057	1 264 750	1 276 546
Matières résiduelles	10	536 404	527 679		527 679	524 809
Autres	11	112 672	50 013	7 500	57 513	81 169
Santé et bien-être	12	62 227	59 168		59 168	58 245
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	166 834	107 118	2 184	109 302	149 181
Promotion et développement économique	14	47 032	47 032		47 032	45 416
Autres	15	127 582	121 308		121 308	115 919
Loisirs et culture	16	2 316 496	3 248 428	227 811	3 476 239	1 892 947
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	244 588	255 776		255 776	235 972
Amortissement des immobilisations	19		1 266 585	(1 266 585)		
	20	7 921 875	10 365 628		10 365 628	8 158 744

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3